



Pour une région de progrès, de développement économique et social, Faire échec au FN et aux partisans des politiques d'austérité

Les électeurs français sont appelés à choisir leurs conseillers régionaux les 6 et 13 décembre prochain.

Ces échéances ont des répercussions économiques et sociales importantes pour les salarié(e)s, les retraité(e)s, les demandeurs d'emplois et leurs familles. A ce titre la CGT ne saurait rester neutre surtout au regard des attaques portées contre le monde du travail.

Ces élections ont lieu dans un contexte de crise sociale et politique, avec des salariés qui sont les premières victimes des politiques d'austérité découlant des activités financières et spéculatives. Elles se situent à un moment particulier de notre histoire, marqué récemment par de terribles attentats qui se sont traduits par un besoin d'unité et de solidarité nationale, handicapé par une crise de représentation au sein de la société.

Le bilan gouvernemental, aux antipodes des intérêts des salariés, va influencer fortement ce scrutin.

Le front national se pare de l'habit du parti anti système et entend jouer un rôle important dans notre région, alors qu'il ne compte remettre en cause ni les choix économiques, ni les modes d'exploitation, encore moins les choix politiques majeurs qui ont déjà engendré tant de souffrance pour les travailleurs de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

La participation à ce vote est donc très importante dans ce contexte très défavorable pour le salariat.

La CGT PACA tient à donner son point de vue au regard des différents programmes proposés par les candidats que nous vous invitons à consulter, et qui vont conditionner dans leur application la vie de milliers de travailleurs, provençaux, alpins et azuréens, dans et en dehors de leur travail.

Les choix proposés par les différents candidats vont peser sur les orientations du futur Conseil régional et sur le quotidien de chacun.

Les Régions ont dorénavant un poids non négligeable sur des questions très structurantes pour l'avenir du territoire et de ses habitants comme le développement économique, les aides aux processus de production, la gestion des fonds européens, des transports inter urbains routiers, ferroviaires, la gestion des lycées, l'apprentissage et la formation professionnelle. Les Régions ont aussi une influence importante sur les moyens accordés aux ports, aux aéroports, à l'habitat, à la culture, aux centres de recherche et de développement, aux universités, pour la création, l'entretien d'infrastructures et d'équipements essentiels.

Le choix gouvernemental de baisse des dotations de l'Etat a réduit les moyens financiers de la collectivité territoriale régionale ces dernières années, avec des conséquences dans tous ces différents domaines d'intervention.

Le mouvement de décentralisation effectif depuis plus de 30 ans qui dans un premier temps a démontré toute sa pertinence et son efficacité particulièrement au sein de notre région, semble marquer le pas.

Les lois « Nouvelles Organisation Territoriale de la République (NOTRe) » et « Modernisation de l'Action Publique et Affirmation des Métropoles (MAPAM) » modifient le nombre et la taille des régions et concrétisent la création des métropoles avec une remise en cause des compétences et du financement des autres collectivités (communes, conseils départementaux). Sans une réaction à la hauteur, cela va se traduire par une mise en concurrence, des territoires, des activités humaines et un affaiblissement significatif, des solidarités territoriales, des notions de démocratie et des principes de proximité et d'égalité.

La CGT a multiplié les propositions et initiatives.

Lors des derniers mandats du Conseil Régional, la CGT a multiplié les propositions et initiatives, pour la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi, une amélioration significative du dialogue social territorial, une intervention publique au service de la formation, de l'emploi, de l'activité économique, un développement humain durable renforcé par des services publics de qualité, à partir d'un aménagement équilibré et solidaire du territoire.

Dans notre région, par notre action auprès de l'exécutif régional, nous avons pu faire avancer certains dossiers concernant notamment le développement de l'offre de transport et de nouveaux projets industriels.

Par exemple nous avons obtenu, le financement d'une étude de la région sur la revalorisation des navires en fin de vie ainsi que sur de nombreux autres projets. Même si c'est insuffisant, cela conforte le bien fondé de nos interventions et de nos orientations, qui ont pour objectif, de développer l'économie productive en paca et de donner des moyens pour moderniser les services public de notre région, en un mot pour initier une autre répartition des richesses permettant de favoriser réellement l'emploi.

Dans le même temps, le dernier contrat de plan Etat Région qui prévoit des investissements jusqu'en 2020 sur l'ensemble du territoire régional, a vu un exécutif régional prêt à investir dans l'intérêt du territoire, en contradiction un Etat frileux. Cette contradiction fait courir des risques pour le développement économique et les emplois de demain.

Une politique pour une minorité au détriment de la majorité.

En Paca, comme dans tout le pays, nous sommes face à une politique qui facilite la concentration des richesses au profit d'une minorité, et cela, au détriment du monde du travail, de l'immense majorité de la population; étudiants, apprentis, salariés, fonctionnaires, retraités et privés d'emploi.

Les mesures fiscales exceptionnelles, les exonérations nombreuses et coûteuses en direction du patronat sans exigence de contrepartie, n'ont eu aucun effet sur le niveau de vie de la population, ni sur l'emploi.

Pour la CGT, il faut s'attaquer au coût du capital.

Pour la CGT, s'attaquer aux dépenses publiques, ne peut qu'aggraver la crise avec des impacts néfastes sur l'emploi. Ce qu'il faut à la région, c'est une véritable lutte contre le coût du capital, une réforme de la fiscalité, la suppression du bouclier et des niches fiscales, la remise à plat de toutes les exonérations au profit des employeurs et de remettre enfin les richesses créées par le travail au service de l'emploi, du travail et de sa reconnaissance, de la protection sociale et des services publics.

La crise que subissent les salariés et leurs familles, la population dans sa diversité et dont, ils ne sont en rien responsables, nécessite des choix politiques, économiques, sociaux et environnementaux radicalement différents de ceux mis en œuvre au cours des dernières décennies.

La CGT invite les salariés de PACA à se rendre massivement dans les bureaux de vote.

Faisons rempart aux idées d'extrême droite, et autres promoteurs des politiques d'austérité. Faisons, en conscience, un choix favorable aux intérêts de des salariés, permettant de répondre véritablement à leurs besoins économiques et sociaux.